



L'Alignement pour faire progresser le développement résilient face aux changements climatiques

ÉTUDE DE CAS NATIONALE : La Colombie

Cette étude de cas fait partie d'une série de notes axées sur l'alignement des efforts déployés par les pays en vertu du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Les études de cas examinent les premières expériences relatives aux efforts pour aligner les processus politiques nationaux visés par ces programmes mondiaux, tout en mettant en relief le caractère du processus d'alignement, qui est spécifique au contexte. Cette étude de cas explore et décrit les efforts entrepris au niveau national par la Colombie pour faire progresser l'alignement de sa contribution déterminée au niveau national (CDN), son processus de plan national d'adaptation (PNA) et sa Stratégie pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).



Messages Clés

- Des progrès importants ont été réalisés en Colombie vis-à-vis de l'alignement de la CDN, du processus de PNA et de la Stratégie pour la mise en œuvre des ODD, avec une identification de liens et synergies spécifiques dans les documents politiques respectifs.
- Les processus politiques émergents se réfèrent les uns aux autres et identifient des objectifs et stratégies qui s'y rapportent, ce qui permet au gouvernement national d'envoyer des messages cohérents autour de l'adaptation.
- La Colombie dispose d'importantes opportunités pour poursuivre son chemin vers un alignement stratégique car elle peut tirer profit de mécanismes de coordination institutionnels existants qui rassemblent une réserve continue de parties prenantes impliquées dans les trois processus politiques.
- Parmi les points d'entrée pour renforcer l'alignement, citons (a) la production d'outils de partage d'informations entre les mécanismes de coordination, (b) le renforcement des capacités aux niveaux infranational et local afin de garantir que l'alignement soit exploitable, et (c) l'approfondissement de l'articulation du suivi de l'adaptation, c'est-à-dire du Suivi et évaluation (S & E), pour assurer la robustesse de la notification et des apprentissages entre les niveaux.

1. Introduction

La réalisation d'un développement résilient face aux changements climatiques est au premier plan de la réponse colombienne aux changements climatiques. Compte tenu de l'importance croissante de stratégies à plusieurs niveaux qui soient cohérentes et efficaces et qui permettent de répondre aux défis — et aux opportunités — présentés par les changements climatiques, il est plus que jamais pertinent de garantir que les divers processus politiques soient alignés entre eux. La Colombie a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 à Rio+20, suivi par l'adoption du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe en 2015 et la ratification de l'Accord de Paris en 2018, posant ainsi de solides fondations pour des efforts ultérieurs en matière d'alignement.

Les documents politiques nationaux pertinents identifient de fortes synergies entre les différents programmes, créant d'importantes opportunités pour l'alignement. Le gouvernement de Colombie a également formulé des lois et politiques spécifiques pour mettre en œuvre chacun des programmes au niveau national, assorties de mécanismes interministériels de coordination pour intégrer ces processus dans les politiques sectorielles et locales.

Cette étude de cas analyse l'état de l'alignement entre l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Colombie, identifiant les principaux défis et opportunités et les prochaines étapes suggérées pour faire progresser le processus d'alignement du pays. Elle fournit un aperçu du contexte national en matière de développement socioéconomique et de changements climatiques, y compris sa vulnérabilité face aux changements climatiques et les mesures politiques en cours, suivi par une description des principaux mécanismes de coordination et politiques en vertu de chaque programme. Les dernières parties présentent les principales synergies entre eux ainsi que les points d'entrée permettant des articulations et proposent les prochaines étapes pour poursuivre un alignement renforcé en Colombie.

2. Contexte national

La Colombie est située dans le nord-ouest de l'Amérique du Sud, avec une population de près de 46 millions de personnes habitant un territoire de 1 138 910 km² (Département national de la statistique [DANE], 2005). Elle est considérée comme un pays en développement à revenu moyen à élevé. Des changements importants survenus au cours des dernières années dans les systèmes nationaux du travail, de la justice, de la gouvernance d'entreprise, du commerce et de l'investissement (entre autres) ont ouvert la voie à son adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en tant que pays observateur en 2018 (OECD, 2018).

Malgré ces progrès, le pays reste fortement vulnérable aux impacts des changements climatiques et de la variabilité climatique. Le phénomène météorologique La Niña en est un exemple : il s'est produit en 2010 et a inondé environ 8 pour cent des zones les plus peuplées du pays, touchant près de 9 pour cent de la population et occasionnant des dommages et pertes estimés à 8 milliards USD (Hoyos et al., 2013, cités dans Cruz, 2018). La Troisième communication nationale sur les changements climatiques a mené une analyse multidimensionnelle qui a conclu que toutes les municipalités du pays font face à un certain degré de risque dû aux changements climatiques. Les régions détenant le plus grand nombre de municipalités à risque « élevé » ou « très élevé » face aux changements climatiques sont la région andine (36 municipalités), la région amazonienne (31 municipalités) et la région du Pacifique (25 municipalités) (Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales [IDEAM], 2017). Dans ce contexte, le gouvernement colombien a mis en œuvre plusieurs mécanismes de coordination afin d'assurer une meilleure articulation des politiques et stratégies relatives aux changements climatiques entre les niveaux, comme expliqué dans la section suivante.

3. Dispositifs institutionnels clés en faveur du développement résilient face aux changements climatiques

Au niveau national, différentes institutions sont chargées de la coordination et de la mise en œuvre des réponses de la Colombie en vertu des trois programmes mondiaux. Des mécanismes de coordination — ainsi qu'un cadre robuste de

politiques, de plans et d'institutions — sont progressivement mis en place afin de prendre en compte les changements climatiques, la réduction des risques de catastrophe et les ODD. Un aperçu des dispositifs institutionnels liés au Programme à l'horizon 2030, à l'Accord de Paris et au Cadre de Sendai est présenté à la Figure 1. Dans le cas de la Colombie, le Département national de planification (*Departamento Nacional de Planeación*, ou DNP) joue un rôle essentiel car il représente l'institution principale du Plan national de développement et participe à la coordination du PNA, des CDN et du Système national de gestion des risques de catastrophe (acronyme espagnol SNGRD) par le biais de différents mécanismes comme indiqué ci-dessous.

Système national de réponse aux changements climatiques et Commission transsectorielle sur les changements climatiques

Dans l'optique de se pencher sur la politique climatique de manière exhaustive et transsectorielle, le gouvernement de Colombie a créé en 2016 le Système national de réponse aux changements climatiques (acronyme espagnol SISCLIMA). Le rôle de SISCLIMA est d'adopter une approche intersectorielle et transversale dans la mise en œuvre des actions relatives au changement climatique. Il vise à coordonner, articuler et évaluer les politiques, stratégies et normes, plans, actions et mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Ce système est intégré par (a) la Commission transsectorielle sur les changements climatiques (acronyme espagnol CICC), chargée de la coordination de la politique climatique au niveau national, et par (b) les nœuds de changements climatiques, des groupes interinstitutionnels et intersectoriels mis en place pour faire progresser les mesures d'atténuation, d'adaptation et de gestion des risques de catastrophe au niveau régional. Les nœuds régionaux constituent un mécanisme important pour assurer la coordination interinstitutionnelle entre les niveaux central et territorial de la Colombie. Afin d'assurer la coordination avec les efforts actuels de gestion des risques de catastrophe, un délégué de l'Unité nationale pour la gestion des risques de catastrophe assiste en tant qu'invité permanent à la CICC (Government of Colombia, 2016).

Commission de haut niveau pour les ODD

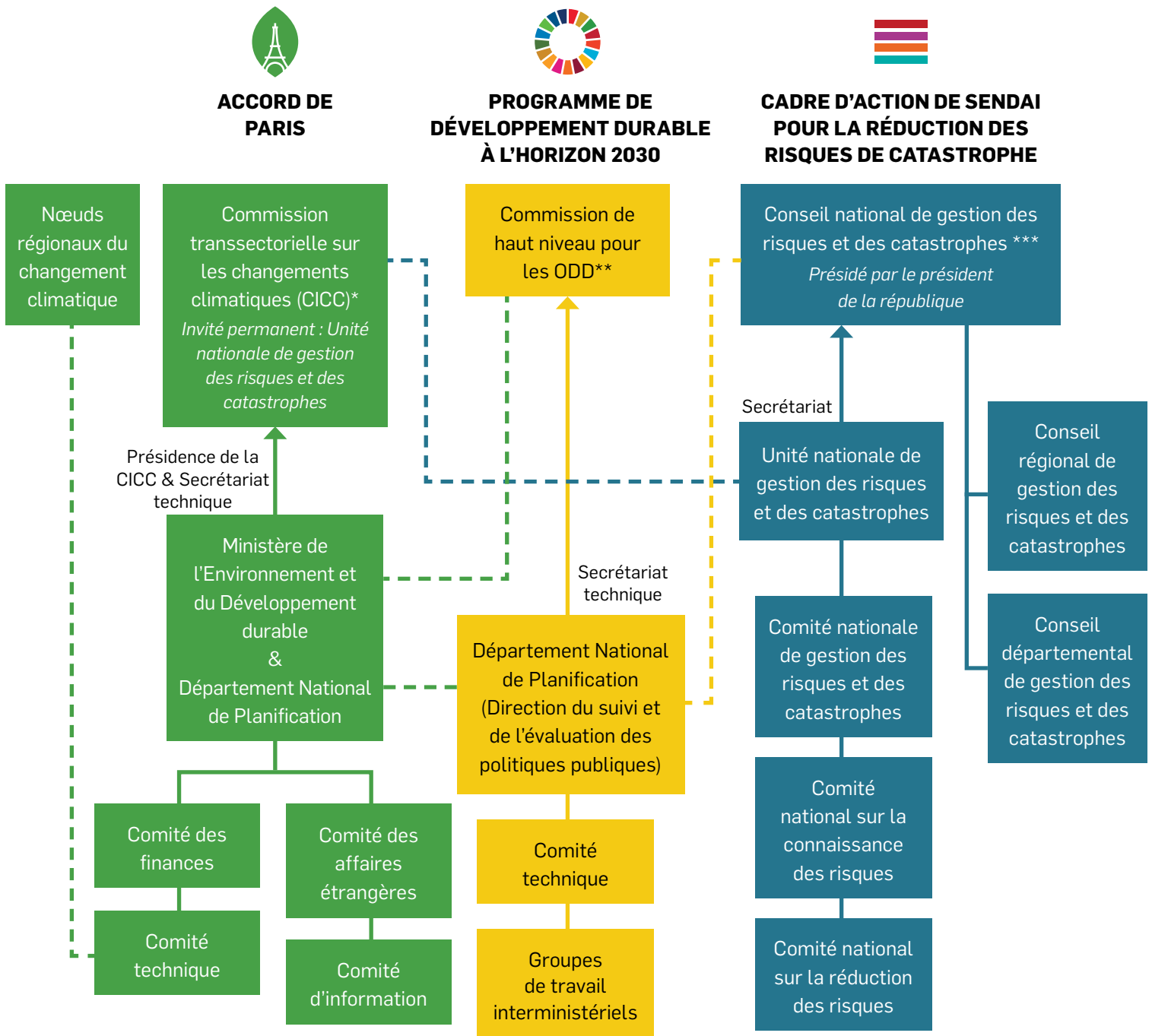
Au regard de l'importance du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Colombie a créé la Commission de haut niveau pour les ODD en tant que mécanisme de coordination pour diriger sa mise en œuvre. Au moyen de politiques et de plans publics, cette commission coordonne les mesures nécessaires à la mise en œuvre des ODD en Colombie : en outre, elle surveille et évalue leur degré de réussite des ODD. Elle est présidée par le DNP (qui est également chargé du Secrétariat technique) et est composée de six institutions du gouvernement national, comme le décrit la Figure 1. La Commission de haut niveau a élaboré le document politique de la Colombie portant sur sa stratégie en matière d'ODD (Conpes Document 3918) et a fait progresser la mise en œuvre de stratégies concrètes de renforcement institutionnel en lien avec le suivi et coordination avec les gouvernements infranationaux et les acteurs non gouvernementaux, entre autres.

Système national de gestion des risques de catastrophe

Le Système national de gestion des risques de catastrophe (acronyme espagnol SNGRD) a été créé en 2012 dans l'optique de faire progresser le processus de gestion des risques à travers le pays, afin d'améliorer la qualité de vie, la sécurité et le bien-être des communautés (Government of Colombia, 2012). Le système comprend plusieurs mécanismes de coordination chargés de mettre son mandat en œuvre à différentes échelles.

Au niveau national, le Conseil national de gestion des risques de catastrophe est chargé de la formulation du Plan national de gestion des risques de catastrophe et fixe les lignes directrices pour la planification, l'élaboration et le suivi de la gestion des risques, entre autres. Le conseil, qui est présidé par le Président de la République, est constitué de ministères sectoriels, du DNP et de l'Unité nationale de gestion des risques de catastrophe, qui est responsable du Secrétariat technique. Au niveau infranational, les conseils régionaux et municipaux de gestion des risques de catastrophe, présidés par les gouverneurs de district et les maires des villes, dirigent la formulation et la mise en œuvre des plans d'intervention en cas d'urgence et des plans régionaux ou locaux de gestion des risques de catastrophe, conformément au Plan national de gestion des risques de catastrophe.

Figure 1. Aperçu des mécanismes de coordination des programmes relatifs aux changements climatiques, aux ODD et à la gestion des risques de catastrophe pour la Colombie



Source : Government of Colombia 2012, 2016, 2018.

À NOTER : Les lignes continues indiquent une responsabilité directe, tandis que les lignes pointillées indiquent une relation de coordination.

*Membres: Ministère de l'Environnement et du Développement durable, Département National de Planification, Ministère des Affaires internes, Ministère du Trésor, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Mines et de l'Énergie, Ministère des Affaires externes, Ministère des Transports

**Membres: Département National de Planification, Ministère de l'Environnement et du Développement durable, Ministère des Finances et du Crédit public, Département administratif de la Présidence, Département national des statistiques, Département administratif pour la prospérité sociale, Ministère des Affaires externes

***Membres: Département National de Planification, Ministère de l'Environnement et du Développement durable, Ministère des Transports, Ministère de l'Énergie, Ministère du Logement, Ministère de l'Éducation

4. État des processus politiques clés en faveur du développement résilient face aux changements climatiques

Considérant qu'il est de plus en plus nécessaire d'articuler les processus politiques vers la réalisation du développement résilient face aux changements climatiques, le gouvernement colombien met progressivement en place un cadre de politiques, de plans et d'institutions afin de répondre de façon plus efficace aux changements climatiques, à la réduction des risques de catastrophe et aux ODD. Voici les processus politiques clés qui définissent la réponse nationale aux changements climatiques et qui posent les bases de l'alignement. Le Tableau 1 met en évidence un résumé des processus politiques correspondants.

Plan national de développement 2018–2022

Le Plan national de développement 2018–2022 (en anglais, « *Pact for Colombia* ») incorpore des stratégies et des outils pour faire en sorte que les décisions politiques locales, régionales et nationales visent à réduire la pauvreté, créer des emplois, stimuler la croissance économique et créer des opportunités permettant à tous les Colombiens de combler des lacunes (DNP, 2019).

Le DNP dirige à la fois le Plan national de développement et la Stratégie pour la mise en œuvre des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Colombie. Le DNP a aligné ces deux processus en établissant le programme des ODD en tant que point d'entrée pour la formulation du Plan national de développement 2018–2022. Par conséquent, toutes les politiques et tous les secteurs inclus dans le Plan national de développement doivent élaborer des stratégies et des indicateurs quantifiables afin de contribuer à la réalisation de chacun des 17 ODD. Par rapport à l'ODD 13, *prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions*, le Plan national de développement est en conformité avec l'objectif en matière d'atténuation, exprimée dans la CDN, de réduire les émissions de GES de 20 pour cent en-dessous du niveau de référence (et de jusqu'à 30 pour cent avec un soutien international) d'ici à 2030, ainsi qu'avec son objectif d'adaptation, qui comprend l'élaboration de plans intégrés sur les changements climatiques (adaptation et atténuation) dans les 32 départements du pays.

Contributions déterminées au niveau national (CDN)

La Colombie a ratifié l'Accord de Paris¹ en 2018, s'engageant ainsi à réduire ses émissions de GES de 20 pour cent d'ici à 2030 (ou de 30 pour cent en cas de soutien international) par le biais de ses Contributions déterminées au niveau national (CDN). La CDN de la Colombie énonce des objectifs d'adaptation détaillés et conformes au PNA. Ceux-ci comprennent la protection de 36 écosystèmes aux sommets de montagnes ; l'élaboration de plans intégrés sur les changements climatiques dans l'ensemble des territoires ; la création d'un Système national d'indicateurs d'adaptation ; la formulation et la mise en œuvre de plans d'adaptation pour six secteurs économiques clés ; et l'exigence pour les régions d'intégrer les informations climatiques dans leurs processus de prise de décision relatifs aux projets d'intérêt national, entre autres (Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible [MADS] 2016). La CDN fait aussi expressément mention d'autres programmes mondiaux et de la nécessité d'une approche politique intégrée.

Processus de Plan national d'adaptation(PNA) (PNACC en espagnol)

L'objectif du PNA est de réduire « les risques et les impacts socioéconomiques liés à la variabilité des changements climatiques en Colombie » (DNP, 2012). Le PNA a émergé en tant que politique publique en réponse au phénomène La Niña de 2010, qui a affecté la majorité des secteurs économiques du pays.² La Troisième Communication Nationale à la CCNUCC (2017) considère que tous les secteurs économiques³ sont exposés à un certain degré de risque. Pour

¹ Au moyen de la Loi 1844 de 2018.

² Les secteurs économiques suivants ont été affectés par le phénomène La Niña de 2010 : le logement, l'eau et l'assainissement, les services sociaux (éducation, santé, culture, protection de l'enfance, installations sportives), l'administration publique (police, institutions judiciaires), les infrastructures (transports et énergie) et l'agriculture.

³ Les infrastructures (transports et énergie), le logement, la santé, la biodiversité, l'eau et la sécurité alimentaire.

cette raison, le PNA a été conçu en tant que cadre dynamique permettant aux secteurs et aux régions de formuler leurs plans d'adaptation sectoriels et territoriaux. Il prévoit un processus continu en quatre phases : la Phase 1 met l'accent sur les outils conceptuels et méthodologiques pour les secteurs et régions du pays permettant de réduire leur vulnérabilité ; la Phase 2 se concentre sur la fourniture d'un appui technique par le DNP et le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MADS) pour la formulation des plans d'adaptation ; la Phase 3 met l'accent sur la mise en œuvre des mesures d'adaptation ; et la Phase 4 est consacrée au suivi et à l'évaluation (S & E) de l'adaptation (Cruz, 2019).

Politique nationale sur les changements climatiques

La Politique nationale sur les changements climatiques est le principal vecteur de mise en œuvre de l'Accord de Paris. Elle s'appuie sur le PNA, la Stratégie de développement à faible émission de carbone, la Stratégie nationale REDD+, le Plan national de gestion des risques de catastrophe et la Stratégie nationale de financement climatique et reconnaît l'articulation de la CDN avec la formulation de ces stratégies nationales à long terme. La politique vise à intégrer « la gestion des changements climatiques dans les décisions publiques et privées afin de progresser dans la voie du développement résilient face aux changements climatiques et à faible émission de carbone, dans l'optique de réduire les risques et de profiter des opportunités liées aux changements climatiques ». Sur le long terme, le but de cette politique est que la Colombie devienne un pays neutre en carbone (MADS, 2017). La Loi sur les changements climatiques a été approuvée⁴ en 2018 avec l'objectif de définir les lignes directrices et les mécanismes — ainsi que les rôles et responsabilités — pour la mise en œuvre de cette politique. Comme indiqué précédemment, ces instruments politiques sont appuyés par un cadre de coordination interinstitutionnelle.

Plan national de gestion des risques de catastrophe

Le *Plan national de gestion des risques de catastrophe* est l'instrument de mise en œuvre du Cadre de Sendai de 2015–2030. Il vise à orienter les mesures de réduction des risques et de gestion des catastrophes conformément à la Politique nationale de gestion des risques (*Unidad Nacional para la Gestion de Riesgo de Desastres* [UNGRD], 2016). Ce plan comprend une stratégie pour élaborer des mécanismes d'alignement politique et des systèmes de suivi de l'adaptation aux changements climatiques, de la gestion des risques de catastrophe et de la planification territoriale (locale). Cette stratégie comprend la promotion d'efforts conjoints entre les secteurs, de l'utilisation efficace des ressources et d'un cadre conceptuel commun pour la gestion des risques et l'adaptation aux changements climatiques.

Stratégie pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) en Colombie

Dans le cadre de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Colombie a élaboré la Stratégie pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) (CONPES 3918). Cette stratégie vise à intégrer le programme des ODD dans les processus politiques publics infranationaux, depuis la phase d'élaboration et l'affectation des ressources jusqu'au mesure de leurs résultats à la fin d'une période de temps définie par le gouvernement. Elle fait également référence aux objectifs énoncés dans la CDN de la Colombie en matière d'atténuation et d'adaptation, en ce qui concerne l'ODD 13. Cette stratégie précise que les maires et les gouverneurs de district doivent déterminer des références et indicateurs spécifiques relatifs aux ODD dans le cadre de leurs instruments régionaux de planification et de budgétisation, en établissant des liens explicites au niveau infranational.

⁴ La Loi 1931, « par laquelle sont établies les lignes directrices pour la gestion des changements climatiques ».

Tabla 1. Respuesta de Colombia a la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible, el Acuerdo de París y el Marco de Sendai para la Reducción del Riesgo de Desastres

Processus politique	Plan national de développement 2018–2022	Stratégie pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) en Colombie	Contributions déterminées au niveau national (CDN)	Processus de plan national d'adaptation (PNA)	Plan national de gestion des risques de catastrophe
État	En voie de mise en œuvre	En voie de mise en œuvre	En voie de mise en œuvre	En voie de mise en œuvre	En voie de mise en œuvre
Période	2018–2022	2018–2030	2010–2030	2012–en cours	2015–2025
Institution principale	<ul style="list-style-type: none"> • Département national de planification 	<ul style="list-style-type: none"> • Commission de haut niveau pour les ODD • Département national de planification 	<ul style="list-style-type: none"> • Commission transsectorielle sur les changements climatiques • Département national de planification • Ministère de l'Environnement et du Développement durable 	<ul style="list-style-type: none"> • Département national de planification • Ministère de l'Environnement et du Développement durable 	<ul style="list-style-type: none"> • Système national de gestion des risques de catastrophe • Unité nationale de gestion des risques de catastrophe
Objectifs liés au développement résilient face aux changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre d'un système national d'informations sur les changements climatiques • Mise en œuvre de mesures relatives aux changements climatiques par les autorités environnementales locales • Mise en œuvre de plans sectoriels relatifs aux changements climatiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration des ODD dans les processus infranationaux • Renforcement du Département national de la statistique afin d'améliorer le suivi des objectifs tout en s'assurant que personne ne soit laissée pour compte 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des émissions de GES de 20 pour cent • Élaboration dans chaque territoire d'un plan intégré portant sur les changements climatiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des risques et des impacts socioéconomiques liés aux changements climatiques et à la variabilité climatique en Colombie 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des connaissances relatives à la gestion des risques de catastrophe ; réduction des nouvelles conditions de risque dans le développement territorial, sectoriel et environnemental ; réduction des conditions existantes des risques de catastrophe ; garantie d'une gestion des risques opportune, efficace et adéquate ; et renforcement de la gouvernance, de l'éducation et de la communication dans la gestion des risques en tenant compte des besoins différenciés, du genre et de la diversité culturelle.

Processus politique	Plan national de développement 2018–2022	Stratégie pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) en Colombie	Contributions déterminées au niveau national (CDN)	Processus de plan national d'adaptation (PNA)	Plan national de gestion des risques de catastrophe
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Transports et infrastructures • Eau et assainissement • Logement • Santé • Énergie et mines • Industrie et commerce • Développement rural • Écosystèmes • Changements climatiques et gestion des risques • Défense et sécurité • Administration publique • Éducation • Protection de l'enfance 	<ul style="list-style-type: none"> • Transports • Agriculture et alimentation • Eau • Santé • Énergie • Développement urbain et aménagement du territoire • Éducation • Ressources marines 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des émissions de GES de 20 pour cent • Élaboration dans chaque territoire d'un plan intégré portant sur les changements climatiques • Transports • Agriculture et élevage • Logement, eau et assainissement • Énergie et mines • Industrie et commerce • Foresterie 	<ul style="list-style-type: none"> • Transports et infrastructures • Agriculture et élevage • Logement, eau et assainissement • Santé • Énergie et mines • Industrie et commerce 	<ul style="list-style-type: none"> • Transports et infrastructures • Agriculture et élevage • Logement, eau et assainissement • Santé • Défense • Environnement • Culture • Technologie et communications
Source(s)	National Planning Department (DNP, en espagnol) (2019)	Government of Colombia (2018)	Government of Colombia (2016)	Government of Colombia (2012)	National Unit for Disaster Risk Management (UNGRD, en espagnol) (2016)

5. Synergies et liens entre les processus politiques en Colombie

Les processus politiques identifiés dans les sections précédentes se réfèrent directement les uns aux autres et comprennent des objectifs et stratégies visant à répondre aux objectifs en matière d'atténuation et d'adaptation face aux changements climatiques. Les liens entre les programmes politiques permettent au gouvernement national d'envoyer un message cohérent et de rechercher une affectation plus efficace des ressources et des capacités. Cette articulation constitue une base précieuse pour réaliser un alignement plus approfondi et plus systématique.

Les réalisations colombiennes ci-après sont importantes car on peut s'y appuyer pour faire progresser davantage l'alignement, à la fois au niveau politique et au niveau pratique :



Le PNA reconnaît que la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques sont des stratégies complémentaires et que toutes les deux devraient être mises en avant afin d'aboutir à un développement efficace (DNP, 2012). La phase conceptuelle et méthodologique du PNA de la Colombie reconnaît que les changements climatiques augmentent le degré d'incertitude et la complexité de la gestion des risques de catastrophe et de l'intervention en cas d'urgence. L'adaptation et la gestion des risques de catastrophe étant perçues comme les deux facettes d'une même réalité, une amélioration de la capacité de gestion des risques de catastrophe permettra par conséquent d'apporter de meilleures réponses adaptatives aux impacts climatiques sur le court terme, le moyen terme et le long terme. Dans ce contexte, le processus de PNA joue un rôle essentiel dans la capacité du pays à gérer les risques actuels et futurs et à répondre aux urgences, ainsi que dans le développement des capacités d'adaptation de la population. Le PNA reconnaît également que la production d'informations et de connaissances afin de mesurer les risques constitue une étape importante pour la planification de l'adaptation aux niveaux sectoriel et territorial.

« En réduisant le degré d'exposition et la vulnérabilité face aux phénomènes météorologiques, la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques réduisent le risque climatique et ses répercussions socioéconomiques. Ces stratégies devraient être mises en œuvre en parallèle afin d'intégrer de manière adéquate les variations climatiques dans la planification du développement. »

Colombia's NAP: Conceptual Framework and Guidelines, p. 13.



Le Plan national de gestion des risques de catastrophe comprend une stratégie d'articulation avec le Plan national de développement, les politiques sectoriels et le PNA. Dans le cadre des stratégies proposées pour répondre à ses objectifs, ce Plan identifie la nécessité d'améliorer la gestion des informations d'un point de vue intersectoriel, interinstitutionnel et interdisciplinaire, de favoriser les recherches orientées vers l'action tenant compte à la fois des connaissances et pratiques en matière de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques, et d'articuler les mesures d'adaptation et de gestion des risques de catastrophe dans le cadre de politiques sectorielles et d'autres plans nationaux. Cela est dû à la nécessité d'optimiser les ressources et les accords intersectoriels ; par conséquent, les autorités environnementales locales devront intégrer l'adaptation dans les interventions relatives à la gestion des risques.

« Le lien évident entre la gestion des risques de catastrophe, la planification territoriale et l'adaptation aux changements climatiques rend nécessaire la construction de politiques communes, comportant des mesures dans les domaines politique, social, économique et environnemental du pays et orientées à l'aide de critères techniques, de dotations budgétaires et d'un système de localisation et de surveillance. »

National Plan for Disaster Risk Management, 2015–2025, UNGRD, 2016, p. 37.

Dans l'optique d'aboutir à un alignement et une intégration plus rapprochés, le Plan national de gestion des risques de catastrophe souligne l'importance de la gestion des informations — plus précisément, la manière selon laquelle les informations sont recueillies et analysées, et les connaissances produites et partagées, joue un rôle essentiel dans les processus d'adaptation, la réduction des risques et les stratégies de réponse. La conception d'un système holistique de gestion des informations portant sur l'adaptation et traversant les secteurs et les niveaux de gouvernement peut contribuer à l'alignement systématique et favoriser la collaboration intersectorielle.



Les informations portant sur l'adaptation de la Colombie et liées à la CDN ont été étroitement alignées avec le PNA du pays. Le PNA sert de fondement pour les informations portant sur l'adaptation énoncées dans la CDN de la Colombie. La composante d'adaptation exprime un engagement pour axer les efforts du pays sur le développement de la résilience nationale conformément aux accords internationaux (c'est-à-dire le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015–2030, la Convention sur la diversité biologique [CBD] et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification [UNCCD]). La CDN comprend l'élaboration de plans d'action (d'adaptation) par les territoires et les secteurs, des systèmes de S & E permettant de suivre et d'évaluer les progrès réalisés, ainsi que la mise en œuvre d'une gestion durable des ressources en eau.

« La composante d'adaptation [de la CDN] est basée sur les progrès réalisés par le pays en matière d'adaptation dans le cadre du PNA, dont la formulation a démarrée en 2011 . . . »

La Colombie contribuera à la réalisation de buts et objectifs mondiaux en matière d'atténuation et d'adaptation par le biais de plans, de programmes et d'initiatives qui faciliteront la mise en œuvre des mesures nécessaires à la réalisation des objectifs de sa CDNP. »

Government of Colombia, INDC (2015), pp. 8 et 10

L'alignement des programmes politiques est crucial pour la réalisation effective de la CDN, car il peut contribuer à (entre autres) : éviter la duplication des efforts ; utiliser les ressources de manière efficace ; et intégrer les questions d'adaptation et de résilience dans la planification nationale et infranationale. En même temps, la CDN et le PNA de la Colombie mettent en lumière le rôle du suivi et de l'évaluation (S & E) dans les processus d'adaptation. L'alignement peut aider à assurer une approche plus holistique et coordonnée au suivi des progrès et des impacts en matière d'adaptation, aux apprentissages liés à ceux-ci et à la notification afférente, à tous les niveaux.



Les objectifs d'adaptation de la CDN sont intégrés dans la Stratégie pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) en Colombie. En vue de formuler le document politique de mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 en Colombie, la Commission de haut niveau pour les ODD a mené des consultations avec différents secteurs économiques et des représentants de la société civile cherchant à s'aligner avec le Plan national de développement 2014–2018, la Stratégie de croissance verte et les efforts au niveau national identifiés en vertu de l'Accord de Paris (DNP, 2018). Par conséquent, le document prend acte des objectifs d'atténuation et d'adaptation de la CDN visant à mettre en œuvre l'Objectif 13 du Programme à l'horizon 2030, en identifiant des liens thématiques entre les deux programmes mondiaux.

« Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses ODD intègrent des défis mondiaux et nationaux importants dans leurs trois dimensions sociale, économique et environnementale. Parmi eux, citons la nécessité de renforcer la coordination interinstitutionnelle afin de favoriser les mesures transversales, la capacité du Gouvernement à quantifier les progrès relatifs aux buts proposés, l'alignement du programme avec les instruments politiques territoriaux, la coordination des actions impliquant différents acteurs sociaux, ainsi que la mobilisation des ressources à tous les niveaux. »

CONPES 3918, 2018. "Strategy for the Implementation of the SDGs in Colombia," p. 2.



L'alignement entre les programmes se reflète dans le Plan national de développement 2018–2022.

Cet instrument de planification a exprimé les cibles de la CDN et du document politique en matière d'ODD sous la forme d'objectifs gouvernementaux en définissant des stratégies et des indicateurs quantifiables permettant de contribuer à la réalisation des 17 ODD. Ce plan comprend une ligne d'action portant sur la réalisation de la résilience par le biais de la connaissance et de la prévention en matière de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques. En tant qu'instrument juridique définissant les stratégies à poursuivre au cours de chaque administration présidentielle (une période de quatre ans), toutes les institutions aux niveaux national et local doivent être alignées pour que les objectifs du plan soient réalisés et des résultats soient démontrés à la fin de la période gouvernementale.

Dans le cadre des « mécanismes d'articulation et de coordination pour la durabilité », le Plan désigne le Ministère de l'Environnement pour « coordonner la mise en œuvre des actions et mesures de la CDN » et pour « mettre en œuvre une Stratégie de rationalisation et d'harmonisation des politiques, des normes, des instruments de planification et de l'aménagement territorial ainsi que de leurs dispositifs institutionnels qui visera à améliorer la performance environnementale au niveaux sectoriel et territorial ».

Government of Colombia, Basis for the National Development Plan, 2018–2022 (p. 396).

Le plan prévoit la mise en place d'une procédure de définition des objectifs nationaux à moyen et long terme en matière de changements climatiques, ainsi que le suivi et la mise à jour périodique des objectifs de la CDN conformément aux lignes directrices de la CCNUCC. La reconnaissance explicite de ces aspects souligne l'importance des mécanismes de partage d'informations et du suivi et de l'évaluation des progrès pour l'articulation des engagements nationaux et mondiaux en matière de changements climatiques.

6. Points d'entrée et opportunités pour un alignement renforcé

Les efforts actuels pour identifier des synergies parmi les différents processus politiques devraient chercher à améliorer la cohérence des politiques nationales et à maximiser l'efficacité et l'efficacé des investissements visant à promouvoir le développement durable. Il existe plusieurs points d'entrée pour aboutir à une approche plus stratégique à l'alignement dans le pays :

Créer un mécanisme de coordination formel entre le Système national de réponse aux changements climatiques (acronyme espagnol SISCLIMA) et la Commission de haut niveau pour les ODD. La Commission transsectorielle sur les changements climatiques (acronyme espagnol CICC) et la Commission de haut niveau pour les ODD effectuent toutes les deux des processus semblables aux niveaux de gouvernement national et infranational, telles que l'intégration dans les processus nationaux et infranationaux de planification, le renforcement des capacités au niveau local et le suivi des objectifs d'adaptation. Il existe néanmoins aucun mécanisme de coordination formel entre le SISCLIMA et la Commission de haut niveau.

Prochaines étapes potentielles : Étant donné que la Stratégie pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) en Colombie reconnaît les objectifs de la Colombie en matière d'atténuation et d'adaptation énoncés par la CDN et le PNA relatifs à la réalisation de l'ODD 13, la Commission de haut niveau pour les ODD et le SISCLIMA devraient envisager de mettre en place un canal informel ou formel de coordination et d'échange d'informations.

Avantages potentiels : La mise en place d'un mécanisme de coordination permettant le partage d'informations relatives à l'avancée de ces processus en vertu de chaque programme contribuerait à éviter les duplications d'efforts et les surcharges des gouvernements locaux. Le renforcement de l'alignement et de la

coordination entre le SISCLIMA et la Commission de haut niveau pour les ODD pourrait également créer des opportunités pour faire progresser l'alignement de processus similaires, ainsi que pour générer et tirer profit des synergies qui améliorent le respect des objectifs communs.

Favoriser un dialogue permanent entre le Système national de gestion des risques de catastrophe (SNGRD) et le processus de PNA en tant qu'approches complémentaires au développement durable. Le SNGRD supervise la mise en œuvre du Plan national de gestion des risques de catastrophe, tandis que le DNP est chargé du PNA et de la Stratégie pour la mise en œuvre des ODD en Colombie. Bien que le PNA reconnaisse l'importance de l'intégration de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation climatique, et bien que les ODD reconnaissent l'importance de la coordination institutionnelle, il n'existe aucun mécanisme de coordination formel pour garantir un dialogue plus permanent ni le partage d'informations entre eux.

Prochaines étapes potentielles : Compte tenu des fortes synergies et complémentarités entre le SNGRD et le processus de PNA, un dialogue permanent pourrait contribuer à la réalisation d'objectifs communs. L'approfondissement de l'alignement stratégique nécessitera le renforcement des dispositifs institutionnels, et des mécanismes de partage d'informations sont nécessaires afin de garantir la complémentarité des mesures au niveau national, régional et territorial, entre autres.

Avantages potentiels : Le partage des informations ainsi qu'une forme établie de dialogue pourraient être source d'efficacité et de cohérence. En outre, une articulation entre les niveaux est cruciale pour garantir que les mesures de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation soient complémentaires et qu'elles se soutiennent mutuellement.

Coordonner les priorités nationales et la mise en œuvre infranationale. Bien que les processus nationaux en vertu de l'Accord de Paris, du Cadre de Sendai et du Programme à l'horizon 2030 soient pilotés par des institutions nationales, la réalisation des objectifs d'adaptation exige la participation active d'une panoplie de parties prenantes au niveau national et infranational. Cela nécessite un rôle important pour les régions et territoires de la Colombie dans la réalisation des objectifs d'adaptation. La coordination entre les principales institutions nationales et les gouvernements régionaux (notamment par le biais de l'utilisation de mécanismes intégrés de planification permettant de rationaliser les processus pour accéder aux fonds nécessaires à la mise en œuvre) est essentielle pour faire progresser l'alignement en Colombie.

Prochaines étapes potentielles : Des mécanismes d'intégration verticale entre les niveaux sont essentiels pour garantir que les besoins et mesures locaux en matière d'adaptation soient bien articulés et reflètent les priorités nationales. En Colombie, les nœuds régionaux de changements climatiques jouent un rôle essentiel dans cette réalisation. Les nœuds sont intégrés de manière officielle dans le système national de gouvernance climatique et représentent une étape importante pour s'éloigner d'une approche strictement descendante, responsabilisant ainsi les gouvernements infranationaux. On pourrait envisager de mettre à profit ces mécanismes existants de coordination verticale pour la planification en matière d'ODD et de gestion des risques de catastrophe.

Avantages potentiels : La coordination verticale peut contribuer à éclairer la priorisation des mesures répondant à plusieurs objectifs du PNA, du Plan national de gestion des risques de catastrophe, des CDN et de la Stratégie pour la mise en œuvre des ODD dans le pays, à éviter la duplication des efforts et à renforcer les capacités des gouvernements infranationaux.

Définir un mandat clair pour rechercher l'alignement. Un des principaux facteurs contributifs à la réalisation d'un alignement systématique est un mandat clair en faveur de l'alignement qui est exprimé à un haut niveau gouvernemental et appuyé par une volonté politique adéquate.

Prochaines étapes potentielles : Le DNP, institution principale du Plan national de développement, participe à la coordination du PNA, des CDN et du SNGRD. Cela fournit une base solide pour que ce département puisse jouer un rôle efficace qui favorise l'alignement des processus politiques connexes focalisés sur la résilience face aux changements climatiques dans le cadre du Plan national de développement 2018–2022.

Avantages potentiels : Cela aidera à aborder de façon intégrée le développement résilient face aux changements climatiques, conduisant à une planification et une mise en œuvre de meilleure qualité tout en évitant les doublons et en permettant l'utilisation intelligente des ressources.

7. Conclusions

L'analyse des liens et synergies qui existent entre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe suggère qu'il existe une base solide pour continuer à faire progresser le processus d'alignement en Colombie. À l'avenir, les efforts en matière d'alignement politique devront être accompagnés par la mise en place de nouveaux partenariats intersectoriels, de mécanismes souples de partage d'informations et d'un accès à des recherches et approches innovatrices permettant de disposer des capacités humaines, techniques et financières nécessaires à l'articulation des objectifs politiques et des pratiques en matière d'adaptation et de réduction des risques.

Outre l'approfondissement des synergies existantes et l'exploration des points d'entrée suggérés plus haut, entre autres, davantage d'efforts relatifs à la documentation, au partage et à l'extraction des leçons apprises du processus d'alignement entre les programmes politiques et aux différents niveaux devraient être entrepris. Les prochaines étapes devraient également inclure un échange continu de connaissances et de meilleures pratiques avec d'autres pays qui favorisent l'alignement dans l'optique d'accéder à un avenir résilient.

8. Références

- Cruz, L.C. (2019). *Colombia's progress in developing a national monitoring and evaluation system for climate change adaptation* (sNAPshot). Winnipeg, Canada: International Institute for Sustainable Development. Extrait de <http://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2019/02/nap-en-2019-snapshot-colombia-progress-in-developing-a-national-monitoring-and-evaluation-system-for-climate-change-adaptation-.pdf>
- Dazé, A., Tertton, A. & Maass, M. (2018) *Alignment to advance climate-resilient development. Overview brief 1: Introduction to alignment*. Winnipeg, Canada: International Institute for Sustainable Development. Extrait de <http://napglobalnetwork.org/resource/alignment-to-advance-climate-resilient-development-2/>
- Departamento Administrativo Nacional de Estadística (DANE). (2005). *Series de población 1985-2020*. Departamento Administrativo Nacional de Estadística (DANE). Extrait de <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/series-de-poblacion>
- Departamento Nacional de Planeación (DNP). (2012). *ABC, Adaptation Conceptual Foundations: Conceptual framework and guidelines*. Departamento Nacional de Planeación (DNP). Extrait de <https://repositorio.gestiondelriesgo.gov.co/handle/20.500.11762/20075>
- Departamento Nacional de Planeación. (2016). *National Adaptation Plan: Strategic Action Lines for Adaptation to Climate Change in Colombia*. Departamento Nacional de Planeación (DNP). Extrait de <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Ambiente/PNACC%202016%20linea%20accion%20prioritarias.pdf>
- Departamento Nacional de Planeación. (2018) *Strategy for the implementation of the Sustainable Development Goals (SDG) in Colombia*. Departamento Nacional de Planeación (DNP). Extrait de <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Conpes/Econ%C3%B3micos/3918.pdf>
- Departamento Nacional de Planeación. (2019). *Foundations for the National Development Plan 2018–2022: Pact for Colombia, pact for equity*. Departamento Nacional de Planeación (DNP). Extrait de https://ccong.org.co/files/867_at_BasesPND2018-2022.pdf
- Government of Colombia. (2012). *Law 1523 of 2012: Whereby the national disaster risk management policy is adopted and the National Disaster Risk Management System is established and other provisions are enacted*. Extrait de <http://www.ideam.gov.co/documents/24189/390483/11.+LEY+1523+DE+2012.pdf/4e93527d-3bb8-4b53-b678-fbde8107d340?version=1.2>
- Government of Colombia. (2015). *Contribución Prevista y Determinada a Nivel Nacional iNDC*. Extrait de http://www.minambiente.gov.co/images/cambioclimatico/pdf/colombia_hacia_la_COP21/iNDC_espanol.pdf
- Government of Colombia. (2016). *Decree 298 of 2016: by which the organization and functioning of the national climate change system is established and other provisions are enacted*. Extrait de <http://es.presidencia.gov.co/normativa/normativa/DECRETO%20298%20DEL%2024%20DE%20FEBRERO%20DE%202016.pdf>
- Hoyos, N., Restrepo, J., Escobar, J., & Arango, A. (2013). Impact of the 2010–2011 La Niña phenomenon in Colombia, South America: The human toll of an extreme weather event. *Applied Geography*, 39, 16–25.
- Instituto de Hidrología, Meteorología y Estudios Ambientales (IDEAM). (2017). *Third National Communication of Colombia to the United Nations Framework Convention on Climate Change: Executive summary*. Extrait de http://documentacion.ideam.gov.co/openbiblio/bvirtual/023732/RESUMEN_EJECUTIVO_TCNCC_COLOMBIA.pdf
- Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible (MADS). (2016). *El Acuerdo de París: así actuará Colombia frente al cambio climático*, Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible (MADS). Extrait de http://www.minambiente.gov.co/images/cambioclimatico/pdf/colombia_hacia_la_COP21/el_acuerdo_de_paris_frente_a_cambio_climatico.pdf

Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible. (2017). *National Climate Change Policy*. Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible (MADS). Extrait de http://www.minambiente.gov.co/images/cambioclimatico/pdf/Politica_Nacional_de_Cambio_Climatico_-_PNCC_/PNCC_PoliticasyPublicas_LIBRO_Final_Web_01.pdf

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2018), *The OECD countries agree to invite Colombia to be their 37th member*. Extrait de <http://www.oecd.org/newsroom/los-paises-de-la-ocde-acuerdan-invitar-a-colombia-a-ser-su-miembro-numero-37.htm>

ParlAmericas. (2015). *Resumen de las Contribuciones Determinadas a Nivel Nacional presentadas por los países de las Américas y el Caribe en la Conferencia de las Partes COP21 en París ante la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático*. Extrait de http://parlamericas.org/uploads/documents/ESP_INDC.pdf

United Nations Development Programme (UNDP). (2015). *Human Development Report 2015*. New York: United Nations Development Program. Extrait de https://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/HDR%202015/HumanDevelopmentReport_EN.pdf

Terton, A. (2018). *The role of the NAP process in advancing the implementation of the adaptation goals under the Paris Agreement* (Peer Learning Summit Workshop Report). Winnipeg, Canada: International Institute for Sustainable Development. Extrait de <http://www.napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2019/02/nap-en-2019%E2%80%94workshop-reports-the-role-of-the-nap-process-in-advancing-the-implementation-of-the-adaptation-goals-under-the-paris-agreement.pdf>

Unidad Nacional para la Gestion de Riesgo de Desastres (UNGRD). (2016). National Plan for Disaster Risk Management. Unidad Nacional para la Gestion de Riesgo de Desastres (UNGRD), Extrait de <http://portal.gestiondelriesgo.gov.co/Paginas/Plan-Nacional-Gestion-Riesgo-de-Desastres.aspx>

Unidad Nacional para la Gestion de Riesgo de Desastres. (2017). *National Plan for Disaster Risk Management: Fifth Evaluation and Follow-up Report*. Unidad Nacional para la Gestion de Riesgo de Desastres (UNGRD). Extrait de http://portal.gestiondelriesgo.gov.co/Documents/PNGRD/PNGRD_Informe6_VF_digital.pdf

World Bank (2017). GDP per capita (US\$ at current prices). Extrait de <https://datos.bancomundial.org/indicador/ny.gdp.pcap.cd>



**Réseau
mondial
de PNA**

**Coordination pour un développement résilient
au changement climatique**

www.napglobalnetwork.org

info@napglobalnetwork.org

[@NAP_Network](https://twitter.com/NAP_Network)

Cette note de synthèse est un produit du Projet d'appui à la mise en œuvre de l'Accord de Paris (SPA), qui est financé par le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) à travers son Initiative internationale pour la protection du climat (IKI), et a été élaborée conjointement par l'IISD et la GIZ.

Soutien financier de départ apporté par
l'Allemagne et les États-Unis

Secrétariat hébergé par l'Institut
international du développement durable



The
Federal Government



IISD
International Institute for
Sustainable Development